

d'État chinoises se mesurent aux entreprises occidentales et japonaises sur les marchés internationaux. Je crois qu'il est juste de dire que le sens des affaires n'a jamais fait défaut au peuple chinois. Si par hasard cela a été le cas a été le cas par le passé, ce ne l'est certainement pas aujourd'hui.

Pour le monde des affaires à l'extérieur de la Chine, cela crée un climat très stimulant. Voici un pays qui commence à ouvrir ses portes, un pays avec une civilisation vieille de trois millénaires et un marché de plus d'un milliard d'habitants. Mais caveat vendor -- que le vendeur prenne garde. La Chine est de loin le plus difficile marché auquel se soient attaquées les entreprises canadiennes.

Cela tient à plusieurs raisons. Il y a d'abord le problème de communication entre les membres de deux cultures fort différentes.

Il y a aussi la bureaucratie. La bureaucratie chinoise reste considérable malgré les efforts du gouvernement actuel pour accroître l'efficacité du système. Par conséquent, il faut investir beaucoup de temps et d'argent pour développer des débouchés en Chine.

En outre, la Chine s'est montrée peu empressée à recourir aux crédits étrangers commerciaux pour financer ses importations. La Chine préfère prêter plutôt qu'emprunter et quand elle emprunte, c'est à de très bonnes conditions, se rapprochant souvent de la formule aide-commerce.

Les déceptions s'expliquent aussi par les attentes irréalistes des entreprises canadiennes qui s'aventurent en Chine pour la première fois. La Chine offre certes des possibilités, mais il faut du temps pour y développer des débouchés et les possibilités se présentent plutôt dans des créneaux précis qu'à la grandeur du marché. La Chine n'a pas ouvert toutes ses portes. Il y a encore beaucoup de protectionnisme. Les Chinois accordent la priorité au remplacement des importations et à la promotion des exportations. Les autorités encouragent les investissements et les produits qui contribuent à la réalisation de ces objectifs. Cela veut dire que la priorité est accordée aux secteurs de la technologie, des biens d'équipement, des coentreprises et des matières premières. Il y a peu d'intérêt pour les autres secteurs.